



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 109 du 4 mars 2016

Pays nordiques

Croissance. Les premières estimations de croissance (prévision pour l'Islande) pour les pays nordiques pour l'année 2015 font état d'une nette accélération en Suède (+4,1 % après +2,3 % en 2014) et en Islande (prévision de +4,2 % après +1,8 %), et d'un ralentissement en Norvège (+1,6 % après +2,2 %), en lien avec la crise des secteurs liés aux hydrocarbures. La croissance resterait modeste au Danemark (+1,2 % après +1,3 %) alors que la Finlande sortirait de trois années de récession (+0,4 % après -0,7 %). Pour l'ensemble de la zone nordique, l'activité s'accélérait et la croissance s'établirait à +2,2 % (après +1,6 % en 2014).

Travail. L'emploi non qualifié est moins développé dans les pays nordiques, en proportion du nombre de salariés, que dans les autres pays européens. Selon Eurostat, le pourcentage de salariés sans qualification se situe à 3,8 % en Norvège, à 5 % en Suède, à 6,1 % en Finlande et à 7 % en Islande, contre 9,2 % en moyenne de l'UE 28 (et 10,2 % en France). Le Danemark fait néanmoins exception dans les pays nordiques, avec 10,4 % d'employés sans qualification.

Danemark

Brexit. Dansk Industri, la Confédération des industries danoises, et les milieux patronaux danois plus généralement, s'inquiètent des effets de l'incertitude liée à la question du Brexit. Selon Anders Ladefoged, porte-parole de DI pour les questions européennes, ce climat d'incertitude pourrait ralentir les investissements des entreprises danoises dans le pays et certaines entreprises danoises reporteraient déjà leurs décisions d'investissement pour attendre les résultats du référendum du 23 juin. En outre, selon lui, les interrogations autour du Brexit auraient déjà pesé sur les exportations danoises vers le Royaume-Uni, qui a reculé au rang de 5^{ème} client du Danemark en 2015 (3^{ème} client du Danemark en 2014). Les exportations danoises vers le Royaume-Uni s'élevaient à 10,4 Mds€ en 2014 et ont lieu principalement dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de l'agroalimentaire.

Compétitivité. D'après un rapport du ministère danois des entreprises et de la croissance, aucune nouvelle grande entreprise (plus de 1 000 employés) n'est apparue au Danemark depuis 20 ans. Le ministère insiste sur le processus de création des grandes entreprises. En effet, le développement d'une entreprise s'accompagnerait généralement de gains de compétitivité, favorisant la croissance et les exportations de l'ensemble de l'économie ; le rapport observe ainsi qu'en 2012, les 168 grandes entreprises danoises existantes concentraient 50 % des exportations danoises. Le rapport reconnaît le succès des politiques publiques danoises de soutien aux start-ups, mais souligne que les politiques en place ne suffisent pas à en faire des champions internationaux à l'instar de Lego, Vestas ou Pandora.

Débat public. Suite à une crise gouvernementale provoquée par un désaccord de fond sur le Paquet Agriculture, présenté au Parlement danois mi-février, la ministre de l'environnement et de l'agriculture Eva Kjær Hansen a démissionné ce samedi. Alors qu'elle défendait le Paquet Agriculture et son effet positif sur l'environnement, la ministre a été contredite par des chercheurs de l'Université de Copenhague. Face au refus de la ministre de réviser ses calculs, le parti des Conservateurs, qui soutient le parti Libéral minoritaire au pouvoir, a demandé sa démission. La ministre sera remplacée par Esben Lunde Larsen, anciennement ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui sera lui-même remplacé par Ulla Tørnæs, députée européenne du parti libéral.

Tunnel du Femern. Le tunnel du Femern, dont la construction devait initialement se terminer en 2018 pour un coût de 4,5 Mds€, a vu sa finalisation reportée à 2028, et son coût total révisé à la hausse, à 7,1 Mds€. Ceci intervient dans un contexte où le projet est fortement critiqué pour son impact environnemental, au Danemark comme en Allemagne, où la construction du tunnel est suspendue à l'aval des autorités allemandes.



Finlande

Pacte social. Les confédérations syndicales sont parvenues à un accord sur un pacte social visant à réduire le coût unitaire du travail de 5 %. L'accord porte sur les mesures suivantes : un allongement de la durée du travail de 24 heures par an, une réduction de 30 % des congés payés des employés du secteur public, une augmentation de 1,2 % des contributions des employés au système de retraites et une diminution du même montant des contributions employeurs, et une augmentation de 0,85 % des contributions des employés à l'assurance chômage. Le pacte prévoit également un gel des salaires pour les douze prochains mois et une « clause de crise » qui n'est pas encore précisée mais qui devrait offrir une plus grande flexibilité aux entreprises pour adapter la durée du travail. Le gouvernement va évaluer les effets de ces mesures sur le coût du travail et pourrait revenir sur le paquet législatif de compétitivité annoncé en septembre 2015 après l'échec des premières négociations. Au sujet d'une décentralisation des futures négociations salariales au niveau des entreprises, les discussions doivent se poursuivre entre le gouvernement et la confédération patronale EK.

Energie. Le gouvernement finlandais a annoncé qu'il allouerait 80 M€ sous forme de subventions en 2017 et 2018 pour financer des projets dans le domaine des biocarburants et des nouvelles technologies de l'énergie. Il espère ainsi atteindre les objectifs fixés dans le programme gouvernemental : 50 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique et un taux d'indépendance énergétique supérieur à 55 % dans les années 2020. Le programme prévoit également que la part des carburants renouvelables dans les transports atteigne 40 % d'ici 2030, que la Finlande cesse d'utiliser le charbon dans la production d'énergie et qu'elle réduise de moitié les importations de pétrole pour des besoins domestiques à horizon 2020. Ce programme d'aide s'inscrit dans le plan de relance du gouvernement (1,6 Md€ dont 1 Md€ est affecté au financement de projets clés sur la période 2016-2018).

Plans sociaux. La Finlande a déposé une demande de financement auprès du Fonds Européen d'ajustement à la Mondialisation (FEM) pour mettre en œuvre des mesures de soutien au personnel licencié par l'université d'Helsinki et l'université Aalto. L'université d'Helsinki a annoncé qu'elle réduirait ses effectifs de 980 personnes tandis que l'université Aalto prévoit 320 suppressions de poste. La Finlande a déjà obtenu un soutien du FEM pour le financement des plans sociaux de Microsoft, de Broadcom et de STX Finland.

Islande

Tourisme. L'Islande attend 1,73 millions de touristes en 2016 selon Isavia, la compagnie qui opère l'aéroport international Keflavík. La compagnie prévoit 400 000 visiteurs de plus par rapport à 2015, soit une augmentation de 23 % des flux touristiques en une année. Cette prévision « record » confirme le fort développement du tourisme en Islande, devenu le troisième moteur économique du pays avec les industries marine et aluminière.

Commerce bilatéral. La France a doublé ses exportations vers l'Islande entre 2010 et 2015. Elles sont passées de 61,6 M€ en 2010 à 125,3 M€ en 2015. La France a ainsi retrouvé son niveau d'exportations d'avant crise et a même dépassé ce niveau de 5 % en 2015.

Norvège

Finances publiques. Selon les données préliminaires publiées par le bureau central des statistiques (SSB), l'excédent du gouvernement central s'est réduit de 35 % entre 2014 et 2015, à 179,5 Mds NOK (20 Mds€). Les revenus du gouvernement central (autour de 200 Mds€ depuis 2012) baissent de 8 % en 2015 : la hausse de 7 % des revenus hors-pétrole ne compensant qu'en partie la baisse des revenus issus du pétrole, divisés par deux. En revanche, les dépenses du gouvernement ont augmenté de 20 % : un tiers de cette hausse concerne les dépenses sociales à destination des ménages et un autre tiers concerne la rémunération des employés de l'Etat. Un collectif budgétaire est annoncé au printemps 2016 pour l'exercice en cours.

Éolien terrestre. Le producteur d'électricité Statkraft a annoncé le 23 février la construction du plus grand champ éolien d'Europe. Il devrait être composé de six fermes éoliennes construites dans les environs de Trondheim (centre de la Norvège). Les premiers travaux doivent commencer au printemps 2016 pour une mise en service en 2020. Le coût de cet investissement est évalué à 1,1 Md €. Le champ devrait avoir à terme une capacité de 1 000 mégawatts, ce qui lui permettra de fournir 170 000 ménages en chauffage et électricité. Il devrait avoir à lui seul une capacité de production plus importante que l'ensemble du parc éolien norvégien actuel. Leader mondial de la production d'énergies renouvelables grâce à l'hydroélectricité (qui représente plus de 95 % de l'électricité norvégienne), Statkraft redéfinit grâce à ce partenariat avec le suisse *Credit suisse energy infrastructure partners* sa stratégie globale en devenant l'un des principaux acteurs de l'éolien onshore. Les turbines seront fournies par le danois Vestas Wind Systems.



Ferroviaire. Le Scandinavian Mediterranean Rail Freight Corridor (ScanMed) a été officiellement lancé le 23 février 2016 à Vienne. Les frets pourront ainsi circuler entre la Suède, le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. Bjørn Kristiansen, président du conseil d'administration de ScanMed et directeur des marchés pour la société des chemins de fer norvégiens (*Jernbaneverket*), s'est félicité de l'ouverture de ce nouveau tronçon permettant à la Norvège d'être reliée au continent. Il a également promis une amélioration des infrastructures sur le tronçon norvégien, que la presse norvégienne critique régulièrement.

Petrobras. La Norges Bank a annoncé avoir placé l'entreprise Petroleo Brasileiro SA (Petrobras) sous surveillance pour « risque de corruption aggravé » sous le contrôle du Conseil Ethique du Fonds. La compagnie pétrolière devra rendre compte d'améliorations ou faire face à une possible exclusion des portefeuilles d'investissement du Fonds.

Subsea 7. Les pertes annuelles du groupe de services pétroliers Subsea 7 se sont contractées en 2015 (15,6 M€ de pertes en 2015 contre 309,8 M€ en 2014) malgré la morosité du marché des hydrocarbures. Le groupe a annoncé renoncer à verser un dividende au titre de l'année 2015. Le groupe, coté à la bourse d'Oslo, a jugé qu'il lui fallait « préserver sa flexibilité financière », son chiffre d'affaires ayant reculé de 30,7 %. 3 600 postes ont été supprimés dernièrement, et les prévisions pour l'année 2016 laissent envisager une nouvelle réduction des effectifs.

Suède

Salaires. Selon l'Office national de la médiation (Medlingsinstitutet), établissement sous tutelle du ministère de l'emploi, les salaires ont progressé de +2,4 % en 2015 et de +7,7 % au cours des 3 dernières années (2013-2015). Les salaires du secteur privé ont progressé de +2,3 % en 2015, avec +2,5 % pour les cols blancs et +1,8 % pour les cols bleus.

Participations de l'Etat. Les 21 entreprises détenues, entièrement ou partiellement, par l'Etat suédois ont connu une perte comptable globale de 8,4 MdsSEK (soit 0,9 Md€) en 2015 due à la dépréciation des actifs de groupes publics tels que Vattenfall (énergie) et LKAB (mines), pour lequel l'Etat pourrait même devoir envisager une possible recapitalisation. Après ces pertes, les dividendes versés à l'Etat s'élèveraient environ 11 MdsSEK (1,2 Md€) en 2015, grâce aux résultats de TeliaSonera (opérateur de téléphonie) et de Svenska Spel (la suédoise des jeux). Les participations de l'Etat suédois apportent une contribution structurelle et substantielle au budget de l'Etat : elles dégagent des dividendes annuels de l'ordre de 40 MdsSEK (4,3 Mds€) dans les années 90 et encore 20 Mds de SEK en 2014 (soit 2,1 Mds€),.

Rexel. Le fonds activiste suédois Cevian Capital détient désormais 5,4 % du groupe français Rexel, distributeur de matériel électrique.

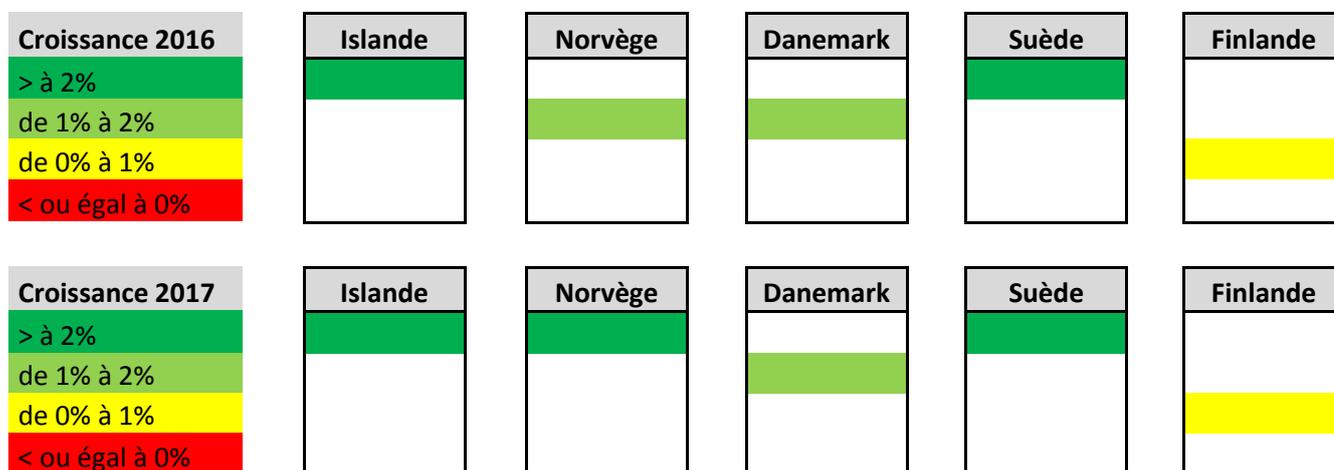
ICA. Le leader de la grande distribution alimentaire en Suède avec une part de marché (pdm) de plus de 50 % selon la presse, avec ses enseignes telles que Maxi (hypermarchés), Kvantum et Supermarket (supermarchés) et Nära (superettes), poursuit son expansion au-delà de son cœur de métier, la distribution alimentaire. ICA développe également une activité bancaire (ICA banken) et a aussi racheté, en 2015, le 2^{ème} réseau suédois de pharmacies Apoteket Hjärtat AB (370 pharmacies pour une pdm de 30 %). Dans cette logique, Per Strömberg, DG d'ICA, vient d'annoncer en février 2016 que le groupe continuera à miser sur le segment « santé » et compte ouvrir des « mini centres médicaux » dans certaines grandes surfaces, qui proposeront des consultations médicales courantes.

Crise du logement. SVT Nyheter, émission d'information de la chaîne publique suédoise a présenté le 21 février les résultats d'une étude portant sur la crise du logement en Suède. Sur les 290 communes que comporte le pays, 250 déclarent connaître une pénurie de logement en 2016 contre 126 en 2011, soit un doublement des chiffres en 5 ans. Seulement 3 communes (Haparanda et Åsele dans le nord et Hultsfred dans le sud) affirment aujourd'hui disposer d'un surplus de logement alors que 37 sont à l'équilibre.

Politique macroprudentielle. Le DG du superviseur financier FI, Erik Thedéen, a prononcé un discours dans lequel il plaide en faveur d'un cadre institutionnel adapté pour la politique macroprudentielle. Dans sa proposition, FI aurait la possibilité de proposer des mesures macroprudentielles au gouvernement, et le gouvernement aurait la responsabilité de les approuver, alors que la Commission des finances du Riksdag aurait la charge d'évaluer le travail de FI. Aujourd'hui, l'absence de mandat institutionnel clair pour FI en matière de politique macroprudentielle conduit à des blocages sur des mesures macroprudentielles qui font pourtant consensus (cf. exigences d'amortissement) ; pour illustrer ces blocages, Erik Thedéen mentionne que FI, dans la configuration actuelle, est par exemple en mesure de mettre en place un plafond sur les prêts hypothécaires dans le cadre de son mandat de protection des consommateurs, mais pas dans le cadre de son mandat de stabilité financière.



1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (Février 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
PIB										
Gouvernement	1,9	2,0	1,2	1,2	1,2	1,6	3,1	2,6	-	-
Banque centrale	1,8	2,0	0,7	1,0	1,0	1,7	3,5	2,8	4,2	3,4
Institut stat./conj****.	1,1	2,3	1,0	1,3	1,7	2,1	3,9	2,5	4,0	3,1
Commission*	1,7	1,9	0,5	0,9	1,5	2,2	3,2	2,9	3,3	2,3
FMI**	2,0	2,1	0,9	1,2	1,3	1,6	3,0	2,7	3,7	3,0
OCDE***	1,8	1,9	1,1	1,7	1,1	2,0	3,1	3,0	3,7	2,9
SEB	1,8	2,2	0,4	1,1	1,5	1,6	3,7	2,8	-	-
Nordea	1,7	1,9	0,5	0,7	1,9	1,4	3,8	2,4	-	-
Danske Bank	1,5	1,8	0,6	1,1	1,5	2,0	3,3	2,5	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2016)

** World Economic Outlook (octobre 2015) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (novembre 2015)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statís

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-2,8	-2,0	-2,9	-2,6	6,6	-	-0,9	-0,8	-	-
Commission*	-2,7	-1,9	-2,8	-2,5	7,2	7,0	-1,1	-1,2	-0,5	-0,5
FMI**	-2,8	-2,4	-2,8	-2,6	6,2	6,7	-0,7	-0,4	0,4	1,0
OCDE***	-2,8	-2,8	-2,7	-1,6	5,5	5,4	-0,6	-0,3	0,3	0,7

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2016	2017	2016	2017	2016
Dettes										
Gouvernement	38,4	39,1	64,9	66,6	-	-	42,8	42,1	-	-
Commission*	38,3	38,8	65,0	66,2	28,6	30,4	43,1	42,3	58,0	55,0
FMI**	48	48,4	64,0	65,4	28,1	28,1	42,6	41,3	69,5	63,5

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2016	2017	2016	2017	2016
Autres										
inflation (IPCH)*	0,9	1,7	0,1	1,5	2,6	2,2	1,1	1,4	2,5	2,7
cons. privée*	2,0	2,1	0,6	0,6	1,5	2,0	2,6	2,8	3,6	3,4
chômage (BIT)*	5,8	5,6	9,4	9,3	4,1	4,3	6,9	6,7	3,8	3,5

Source :

* *Prévisions d'hiver* (février 2016)

** *World Economic Outlook* (octobre 2015) ou rapports pays

*** *Perspectives économiques* (novembre 2015)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

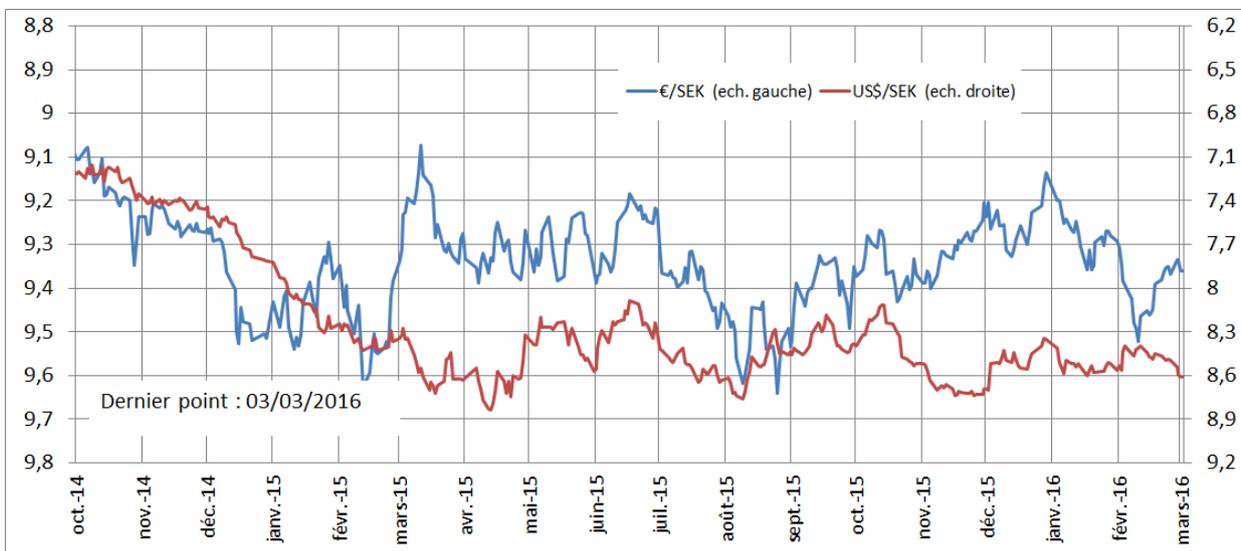
En vert : amélioration



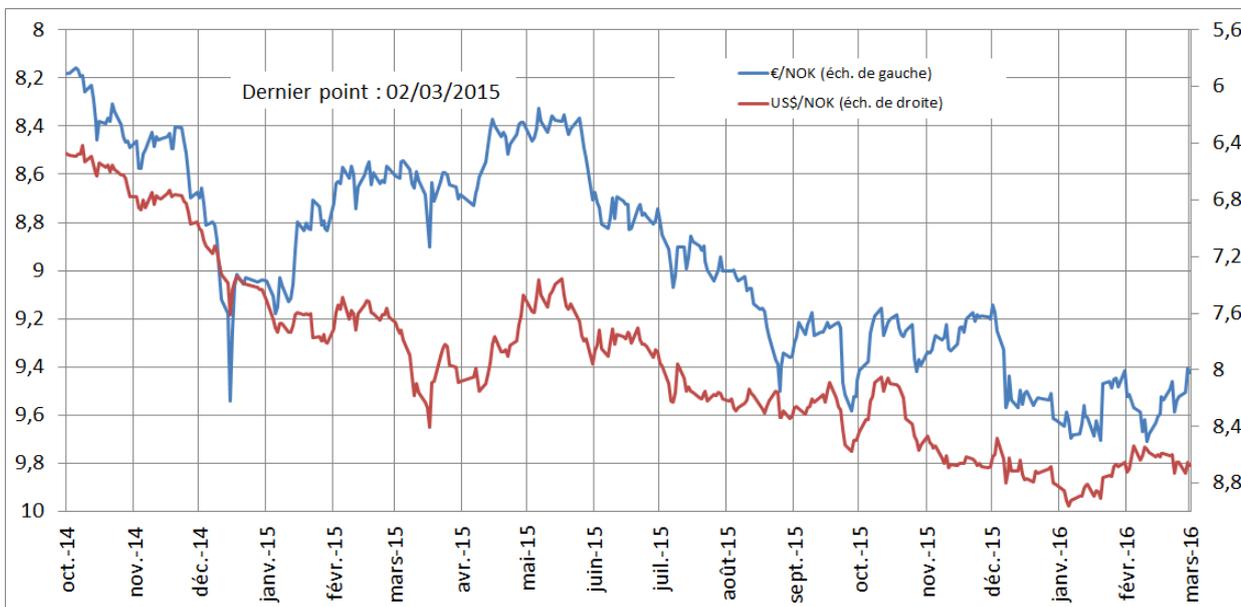
La quinzaine nordique – 4 mars 2016 © DG Trésor

3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Olivier Redoulès (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaitre, Thomas Charrier, Olivier Redoulès, Coline Serra).